

La Démocratie a besoin de vous

L'extrême droite progresse partout sur la planète. Aux États-Unis, Donald Trump s'en prend quotidiennement à la démocratie et aux droits des femmes et des minorités. Et cela avec le soutien des oligarques de la technologie. En France, l'extrême droite de Marine Le Pen et son Rassemblement National se rapprochent dangereusement du pouvoir.

La Suisse n'échappe pas à ces évolutions alarmantes : l'année prochaine, trois initiatives visant à déconstruire notre démocratie seront soumises aux urnes ! Soutenue par les mêmes forces réactionnaires, l'UDC s'en prend aux plus faibles et fait de la politique pour les riches et leurs *lobbies*. En même temps, la droite nationaliste veut isoler la Suisse.

S'engager localement

Le moment est venu de s'engager dans votre ville, commune ou village, pour empêcher la destruction de notre démocratie. Les groupes locaux que vous pouvez rejoindre vous sont présentés, à la fin de cet article. Mais, dans un premier temps, il s'agit de faire le poids, tous ensemble, contre ces trois votations en 2026 qui seront décisives pour la démocratie :

Initiative de résiliation

« *NON à une Suisse à 10 millions* »

La dangereuse initiative dite « de résiliation » de l'UDC décidera si la Suisse suivra la voie populiste et isolationniste de Trump, de Le Pen et de l'AfD allemande, ou si au contraire notre pays conservera son ouverture, avec la libre circulation des personnes et la voie bilatérale.

Initiative « 200 francs, ça suffit »

Avec son initiative de réduction de moitié de la redevance **radio-TV**, l'UDC veut mettre à genoux la SSR afin d'empêcher une couverture médiatique indépendante. Son modèle : différents cercles de droite nationaliste, de Victor Orban à Giorgia Meloni, qui veulent détruire l'information publique et de qualité.

Initiative sur la neutralité

Cette initiative veut empêcher la Suisse de reprendre toute sanction de l'UE. Ce faisant, elle empêcherait que de graves violations du droit international et des droits humains puissent être reconnues comme telles et punies par la Suisse. Il s'agit en réalité, malgré son nom, d'une initiative pro-Poutine.

Ces initiatives, sur lesquelles nous devrons bientôt nous prononcer, émanent toutes trois de l'UDC. Contentons-nous ici d'examiner un peu plus en détail au moins la première d'entre elles :

Initiative de résiliation

Ce que l'UDC veut obtenir, avec celle-ci, c'est tout simplement la résiliation des accords bilatéraux avec l'Union européenne (UE). Donc l'isolement de la Suisse. Des licenciements massifs et une hausse du chômage sont attendus. Les 1,5 million de citoyen-ne-s de l'UE vivant en Suisse doivent s'attendre à tout moment à ce que leurs enfants et leurs conjoint-e-s soient expulsé-e-s du pays. Dans un monde où Trump et ses sbires sèment le chaos et la haine, il est plus que jamais nécessaire d'entretenir des relations stables avec nos pays voisins et de témoigner notre reconnaissance envers nos collègues de travail, nos ami-e-s et nos voisin-e-s. Ce sont souvent elles et eux qui soignent nos malades, prennent soin de nos aîné-e-s et construisent nos maisons et nos routes. En avons-nous assez conscience ?

En Suisse

N'allons pourtant pas croire que tout va bien, en Suisse. L'extrême droite progresse aussi chez nous, comme partout sur la planète. Alors avant de vous présenter quelques chiffres, balayons devant notre porte. Plusieurs élu-e-s de l'UDC ont affiché leur soutien à Donald Trump et à son programme néo-fasciste. Par exemple :

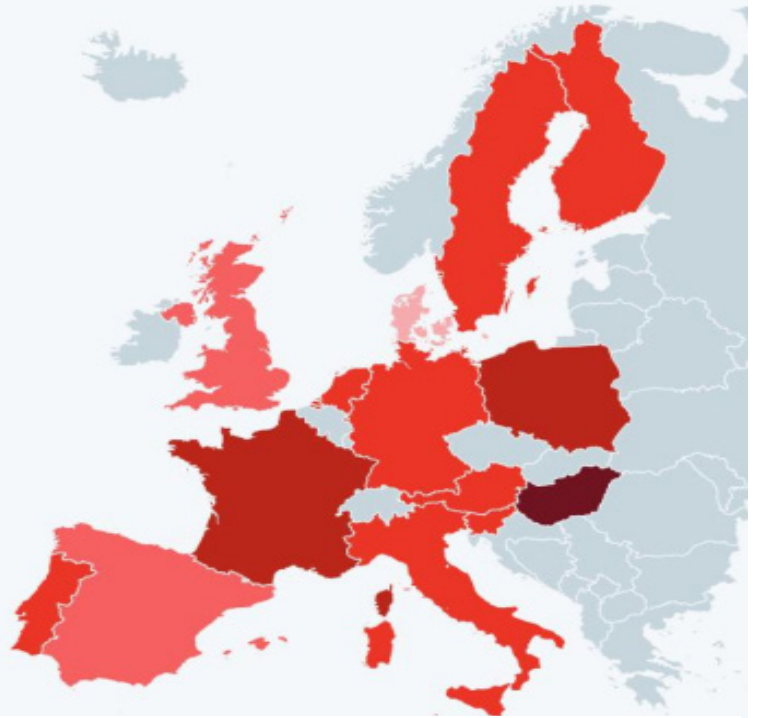
- Albert Rösti, conseiller fédéral : « *Je penche plutôt pour Trump* »
- Magdalena Martullo-Blocher, vice-présidente : « *Trump aime la Suisse* »

On le sait, le RN, l'UDC et Trump utilisent les mêmes méthodes démagogiques : obsession de l'immigration, discours distillant la peur de l'autre et imagerie xénophobe. Après son élection au Conseil national, l'élu UDC Thomas Stettler (JU) a affirmé que son parti n'était pas raciste, mais « *xénophobe peut-être* ». Cet aveu n'est pas surprenant : des élus UDC ont régulièrement été condamnés pour des propos racistes. C'est le cas par exemple de Jean-Luc Addor, condamné en 2020 pour discrimination raciale.

suite »»»

Quelques chiffres – Pourcentage des voix obtenues par les partis d'extrême droite les plus importants, lors des dernières élections législatives chez nos voisins :

Hongrie		54%	Fidesz-KDNP
Pologne		35%	PiS
France		32%	RN
Autriche		29%	FPÖ
Italie		26%	FdI
Pays-Bas		24%	PVV
Slovénie		24%	SDS
Portugal		23%	Chega*
Suède		21%	SD
Allemagne		21%	AfD
Finlande		20%	PS
Gr-Bretagne		14%	Reform UK
Espagne		12%	Vox
Danemark		8%	DD



En France

En France, le **RN** et la famille de Marine Le Pen s'approchent un peu plus du pouvoir, à chaque élection. Aux élections législatives de 2024, une mobilisation historique de la société civile et de la gauche plurielle a permis *in extremis* d'empêcher l'accession de Jordan Bardella à Matignon.

Apologie du nazisme, racisme, homophobie, c'est le « musée des horreurs » au sein du **RN**. Lors des élections législatives anticipées de 2024, le **RN** a montré son vrai visage : une de leurs candidates s'est affichée en uniforme nazi, une autre a participé à une prise d'otage, plusieurs candidat-e-s ont tenu des propos ouvertement antisémites et/ou racistes et plusieurs ont également tenu des propos niant la Shoah ou regrettant les retombées migratoires de la colonisation française.

Le **RN** s'inspire même directement de l'**UDC**. Des liens forts existent de longue date entre l'**UDC** et le **RN**. En 2011 déjà, Marine Le Pen vantait le « courage » et la « liberté de parole » d'Oskar Freysinger. L'ancien élu valaisan est connu pour ses prises de position xénophobes et islamophobes.

Aux États-Unis

Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump installe un système autocratique et autoritaire à la tête des États-Unis. Il a systématiquement affaibli l'indépendance de la justice et des médias et licencié arbitrairement des dizaines de milliers de fonctionnaires. Il a éliminé le droit à l'avortement, fait expulser illégalement et violemment des milliers de personnes sans passeport américain et supprimé le Département de l'éducation. Entre autres...

S'engager, maintenant

Mais revenons à la Suisse. Les sondages sont clairs : l'**UDC** risque d'atteindre des records aux élections fédérales de 2027. C'est pourquoi, comme nous le disions au début de cet article, **le moment est venu de s'engager**.

Avec le soutien du Parti socialiste suisse, une vingtaine de groupes d'action se sont déjà constitués dans toute la Suisse romande. Notamment à (en vrac) : **Genève, Plainpalais, Jonction, Bulle, Lancy, Lausanne-Centre, Lausanne-Nord, Le Grand-Saconnex, Martigny, Vevey, Nyon, Bernex, Carouge, Le Mont-sur-Lausanne, Vernier, Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et Bienne**. Ces groupes locaux vont s'efforcer de mobiliser leurs concitoyens en organisant diverses actions : débats-conférences, distribution de dépliants, manifestations ou prises de paroles locales, etc.

Pour y participer près de chez vous, voir la page web »»» **[pour-la-democratie.ch/comites](https://www.pour-la-democratie.ch/comites)**

– Les Comités locaux pour la Démocratie

Au moment de mettre sous presse, la page web annoncée n'était pas encore en ligne.

Alternative en attendant : consultez notre site **www.journal-lessor.ch/comites** pour joindre ces groupes locaux.